



## Édito

### Prendre un autre cap

**Q**ui n'a pas constaté dans son environnement professionnel ou privé un rejet des politiques d'austérité, plus largement de toutes celles qui relèguent au second plan la question sociale ?

Sentiment d'absence d'une perspective collective de justice sociale, de redistribution équitable des richesses, de progrès pour tous, et ce sont les forces démocratiques qui en payent le prix. Une grande partie de la population se voit déclassée et délaissée, sans protection ni perspectives. Un climat délétère frappe le pays : effets de la crise et son cortège de chômage, de précarisation, de paupérisation, de résurgence de thèses xénophobes... Nos collègues agents de la Fonction publique n'ont pas obtenu les réponses aux questions posées sur la politique salariale.

Comment réagit un gouvernement tournant le dos à l'espoir de changement de certains qui l'avaient porté au pouvoir ? Par le déni réitéré du rejet de sa politique ! Pire. En développant davantage une logique austéraitaire qui conduit à une impasse. Les 5 millions de chômeurs n'attendaient pas un discours qui assure avec morgue qu'on ne change rien à ce qui conduit à l'échec et à la catastrophe.

Certain-es se distrairont peut-être avec la coupe du monde, événement des plus médiatisés. Outre l'aspect chatoyant, la dimension sombre ne peut nous échapper : les sommes énormes investies alors que les besoins sociaux fondamentaux sont loin d'être satisfaits. Des mobilisations se développent au Brésil, qui dénoncent le niveau des dépenses au détriment de la satisfaction des besoins de la population. La FSU, Solidaire avec les manifestant-e-s, sera vigilante au respect des droits sociaux et démocratiques au Brésil.

Et plus près ? Le projet de loi de réforme ferroviaire arrive devant le parlement. Sous couvert de l'unification de 2 établissements, c'est un morcellement supplémentaire de la SNCF en 3 établissements avant l'ouverture à la concurrence, c'est la voie ouverte à une privatisation.

Dénoncé par les salariés en grève, ce projet ne répond pas aux enjeux du Service public. La FSU soutient leur mobilisation. Elle estime que l'opposition entre les usagers et les personnels du système ferroviaire, les tentatives d'instrumentalisation autour du baccalauréat, sont non seulement injustes mais aussi contre-productives. Le gouvernement doit entendre les salariés qui défendent l'intérêt général, et non les stigmatiser aux yeux de l'opinion publique. Notre pays a besoin d'un service public ferroviaire fret et voyageurs de qualité, dans le respect du développement durable, et sur l'ensemble du territoire.

Mais il doit également faire exister ce bien commun qu'est la culture. La création doit être protégée. La culture a besoin des intermittents. Les dispositions prévues par l'accord UNEDIC sur l'emploi du 22 mars dernier, concernant leur retraite ou leur indemnisation chômage, accroîtraient encore plus la précarité dans ce secteur. Leur colère est le signe que la question de leur statut est loin d'être réglée. Nous demandons au gouvernement d'entendre leurs inquiétudes et leurs exigences.

Il est urgent de prendre un autre cap. Pouvoir d'achat, emploi, protection sociale, justice sociale, partage des richesses, progrès pour tous, élargissement des droits... c'est maintenant qu'il faut des réponses ! La FSU, sans prétendre les avoir toutes, s'efforcera d'offrir un espace de revendications et de construction d'alternatives.

Nous, adhérents, militants syndicaux, devons travailler ensemble pour permettre de gagner la nécessaire reconquête sociale ! Alors Reconstituons bien notre énergie cet été, pour préparer les luttes qui s'annoncent.

*Stéphane Chiarelli*

*le 20 juin 2014*

## Sommaire

page 1 Edito

page 2 Rythmes scolaires : Déclaration préalable de la FSU 22 au CDEN du 12 juin 2014

page 3 Après le choc, la reconquête sociale s'impose ; étude des congés de maladie pour les écoles passées à 4,5 jours en 2013

page 4 Action sociale dans les Côtes-d'Armor

## Déclaration préalable de la FSU 22 au CDEN du 12 juin 2014

### Mise en place des nouveaux rythmes scolaires

**C**es derniers temps, le lien presque mécanique entre réussite scolaire et rythmes scolaires a de nouveau été avancé et répété dans le débat public.

#### Qu'en est-il objectivement ?

Pour la FSU, la réussite des élèves ne peut se réduire à une simple modification des rythmes scolaires. Il est temps de s'attaquer aux vrais sujets que sont les programmes, les effectifs par classe, la formation continue, et les conditions de travail.

A ce jour, aucune étude n'a montré que le facteur « nombre de jours d'école dans la semaine » pris de manière isolée jouait à lui seul sur la réussite des élèves.

Avant la réforme Darcos, un quart des élèves étaient à quatre jours avec des vacances raccourcies et des résultats ni moins bons, ni meilleurs qu'ailleurs.

**Les résultats en baisse révélés par PISA (1),** sont ceux d'élèves de 15 ans qui ont tous fréquentés l'école primaire quand elle était organisée majoritairement sur 4,5 jours, avant 2008. Tout le monde crierait à la caricature, si d'aucun s'aventurait à en conclure que la semaine à 4,5 jours est néfaste pour la réussite des élèves.

L'école est aujourd'hui plombée par une réforme des rythmes scolaires toujours contestée, qui a tout écrasé, alors qu'elle aurait dû être seconde.

**Non, tout n'est pas qu'une affaire de rythmes. Pour la FSU, il faut traiter des vraies priorités.** A l'heure où un jeune sur cinq ne maîtrise pas correctement la lecture à l'issue de sa scolarité, et que près d'un tiers des collégiens en éducation prioritaire éprouvent des difficultés face à l'écrit - contre un quart il y a 10 ans - notre école doit avoir les moyens de la réussite. Il est incompréhensible que la révision des temps et celle des programmes scolaires (qui a été repoussée à 2016 pour l'élémentaire) n'aient pas été traitées ensemble.

**Les élèves n'apprennent pas de la même manière dans une classe de 30 ou dans une classe de 20.** Un élève en difficulté ne peut pas y être aidé de la même façon. Or, l'école primaire française se distingue par un nombre d'élèves par classe bien au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE. Une classe maternelle sur deux compte 25 élèves et même 30 élèves, voire plus dans de nombreux cas. Ce sont la diminution des effectifs par classe et le renforcement conséquent de l'aide aux élèves en difficulté qui devraient être deux nécessités incontournables.

**Et qui pourrait croire que l'on « refondera » l'école sans offrir de formation continue aux professeurs des écoles ?** Oui, il faut le dire : elle a disparu ! En 2013, un rapport de l'Inspection générale pointait du doigt

une formation continue des enseignants du premier degré « insatisfaisante et rare ». Or, aucune amélioration n'est prévue pour la rentrée prochaine.

Pour la FSU, il est plus que temps de traiter des vrais enjeux de notre école et de répondre aux vraies préoccupations professionnelles des enseignants : les conditions d'apprentissages des élèves et les conditions de travail des personnels. Si l'école a besoin de réformes, alors il faut d'abord les prioriser, puis mettre en œuvre celles qui sont réellement déterminantes pour la réussite des élèves.

**Nous attendons les moyens concrets pour répondre à cette ambition.** Avec la priorité donnée par le ministre à une réforme des rythmes comme levier principal de la lutte contre l'échec scolaire, tout a été fait à l'envers. En étant conditionnée par la volonté des municipalités guidées par des contraintes pour l'organisation du temps périscolaire, par des capacités inégales de financement, cette réforme ne place au premier plan ni le temps de l'école pour les élèves, ni la prise en compte des demandes des enseignants. Par exemple, les infrastructures sportives seront contraintes d'accueillir les activités liées à la mise en place des rythmes, et les planning de réservation s'en trouveront surchargés. La FSU réaffirme la priorité de l'enseignement de l'EPS sur les Temps Activités Périscolaires. Où est cette réforme qui permettrait de construire un projet cohérent pour la réussite des élèves, recueillant l'adhésion de la communauté éducative ?

Comme il est indiqué dans l'ordre du jour de la réunion d'aujourd'hui (2), les rythmes scolaires sont censés relever de la compétence de l'État.

**Alors, pour la FSU, c'est l'Éducation nationale qui doit reprendre la main.** La semaine scolaire doit s'organiser selon un **cadre national** avec des possibilités de dérogations émanant des conseils d'école dans l'intérêt du service public d'éducation. Il n'est pas acceptable que la liberté de choisir ses horaires laissée à l'enseignement privé puisse, localement, mettre l'école publique en difficulté.

**Pour toutes ces raisons, la FSU demande la « non généralisation » de cette réforme,** c'est à dire la suspension de sa mise en œuvre partout où les équipes enseignantes l'estiment nécessaire ainsi que la réécriture complète du décret Peillon.

Stéphane Chiarelli

(1) Programme International pour le Suivi des Acquis des Elèves

(2) Le CDEN : Conseil Départemental de l'Éducation Nationale

# Elections européennes

Communiqué de presse de la FSU

Après le choc, la reconquête sociale s'impose !

25 % de voix au FN, plus de la moitié de l'électorat qui ne vote pas, une expression électorale qui traverse les générations... les résultats des élections européennes sont lourds de significations et interpellent aussi le syndicalisme.

Ce scrutin exprime un rejet des politiques d'austérité et plus largement de toutes celles qui relèguent au second plan la question sociale. Mais plus globalement, il pointe le problème majeur qui réside dans l'absence d'une perspective collective crédible, fondée sur la justice sociale, la solidarité, la redistribution équitable des richesses produites et le progrès pour tous.

Et toutes les forces progressistes et démocratiques en payent le prix fort.

Chaque jour amplifie un peu plus le climat délétère qui frappe le pays : les effets de la crise et son cortège de chômage, précarisation, paupérisation mais aussi la résurgence de thèses et des violences sexistes, racistes ou xénophobes... Ainsi des secteurs entiers de la population se sentent délaissés, déclassés, sans protection ni perspectives certaines...

Il s'agit maintenant d'y faire face pour changer le cours des choses.

Dans cette situation, les responsabilités sont multiples et différentes.

D'abord celle du gouvernement qui, après avoir tourné le dos à l'espoir de changement qui l'a porté au pouvoir, s'est enfermé dans la logique austéritaire conduisant dans une impasse. Les 5 millions de chômeurs notamment attendent autre

chose qu'un discours consistant à répéter avec assurance qu'on ne change rien. Ce déni réitéré du rejet de sa politique conduit à l'échec et à la catastrophe.

Il est urgent de prendre un autre cap.

**Pouvoir d'achat, emploi, protection sociale...** mais aussi justice sociale, partage des richesses, progrès pour tous, élargissement des droits... c'est maintenant qu'il faut des réponses.

Mais au-delà, la responsabilité de toutes les organisations politiques est aussi déterminante dans cette période.

Celle du mouvement syndical aussi.



La FSU, sans prétendre avoir toutes les réponses, consciente de son devoir d'approfondir son analyse, est bien déterminée à prendre toute sa place dans cette bataille.

**Plus que jamais, le syndicalisme doit offrir des espaces de revendications, de construction d'alternatives** et rassembler toutes et tous les salariés, retraités, chômeurs et jeunes.

C'est nécessaire pour que la colère comme les attentes sociales ne se fassent pas dévoyées, instrumentalisées par l'extrême droite.

C'est urgent en France comme en Europe.

**Le mouvement syndical doit travailler ensemble pour permettre de gagner la nécessaire reconquête sociale !**



Les Lilas  
le 30 mai 2014

**Le rectorat, à la demande des membres du CHSCT, a réalisé une étude\* des Congés de maladie dans les 35 écoles des Côtes-d'Armor où la réforme des rythmes scolaires a été appliquée dès la rentrée 2013.**

**Voici quelques constats issus de l'analyse des congés de nos collègues entre la période du 1er septembre au 31 décembre des années 2012 et 2013 (deux périodes comparables avec le jour de carence encore actif) :**

- entre l'année 2012 et 2013, hausse de 12 % du nombre de personnes ayant pris au moins un congé dans les écoles à 4,5 jours, contre moins de 3 % dans les écoles à 4 jours.

- Le nombre de congés a augmenté de 26 % dans les écoles à 4,5 jours (contre seulement 1 % dans les écoles à 4 jours).

- le nombre de congés moyens par personne ayant pris au moins un congé est resté stable entre 2012 et 2013 dans les écoles aux anciens rythmes, mais a progressé de 12 % dans les écoles à 4,5 jours.

- L'augmentation du nombre de congés, principalement de plus de 5 jours, s'accompagne d'une hausse du nombre de jours de congé : + 52 % dans les écoles à 4,5 jours (contre moins de 14 % dans les écoles à 4 jours).

\*Données issues de l'application AGAPE public 22

## L'Action Sociale en Côtes-d'Armor

**M**algré le manque d'information (voulu par notre administration), l'action sociale existe bel et bien malgré tout dans nos professions.

Ceci dit, comparé à d'autres ministères de la Fonction publique, celle de l'Éducation nationale fait bien pâle figure avec une dotation moyenne annuelle de 67 € par agent quand celui des Finances octroie généreusement plus de 1000 €... Seul le Ministère de l'agriculture fait moins bien que le nôtre. On nous explique bien qu'en ces périodes de disette, il n'est pas question d'informer les personnels sur ces droits !

La FSU, majoritaire dans ces commissions départementales et académiques n'a de cesse de demander des moyens supplémentaires pour venir en aide à des collègues qui se trouvent dans une précarité croissante. Cette précarité nouvelle démontre une fois de plus la paupérisation des métiers de la Fonction publique.

Le gel du point d'indice depuis 2010 et la perte continue du pouvoir d'achat par voie de conséquence en sont les symboles les plus visibles pour nous tous. Les dossiers traités révèlent également la très grande précarité des personnels recrutés sur des CDD qui n'arrivent plus à boucler les fins de mois. Il faut bien savoir, et le faire savoir, que c'est l'État qui organise et développe cette misère sociale indigne d'un pays

comme le nôtre !

Les femmes seules, en charge de famille se retrouvent parmi les premières dans de grandes difficultés financières. A noter que **ce sont les Côtes-d'Armor qui ont les dossiers les plus nombreux à traiter sur l'académie** lors des demandes de secours ou d'urgence. Ce nombre est malheureusement là aussi croissant, peut-être passons-nous bien l'information à ces personnels en difficulté ?

Toujours est-il qu'il a fallu basculer une partie de la dotation du Finistère où les demandes sont moindres sur le budget costarmoricaïn car fin mai, **86 % de la dotation annuelle (27 280 €) était déjà consommée !** Pour accentuer cette détresse, la moyenne des aides versées en Côtes-d'Armor n'est plus que de 488 € ! Misère, quand tu nous tiens...



**Un seul point positif concerne les ASEN\*** qui

peuvent désormais déposer une demande d'aide pour les déplacements qu'ils ont à effectuer dans leur recherche de parcours professionnel.

*Philippe Le Drézen  
Représentant FSU*

*en Commission Académique d'Action Sociale*

\*Assistant d'éducation

### Nous vous rappelons les possibilités d'aides dans les domaines suivants :

*N'hésitez pas à contacter les responsables de la FSU qui vous aideront à construire vos demandes.*

**Aide à la restauration :** indice < 466 → **1,21€** par repas

**Chèque Vacances :** nouveauté en 2014. Dispositif plus avantageux pour les moins de 30 ans

**Participation aux frais de séjour des enfants** allant en centre de loisirs avec ou sans hébergement ou dans le cadre de séjours éducatifs.

**Aides aux personnes handicapées**

**Aide à l'installation des personnels (AIP)**

**Les membres du bureau de la FSU 22 souhaitent les meilleures vacances possibles à tou-te-s les collègues syndiqué-es qu'ils ne verront pas avant la rentrée.**